

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de commande (20 lots)

---

**Fourniture de denrées alimentaires  
pour l'INSA Lyon**

---

**M24.0051**

# TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE I : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
1.2 FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE DE PASSATION	4
1.3 DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE ET MONTANTS	4
1.4 MARCHES COMPLEMENTAIRES	5
1.5 CLAUSE DE REEXAMEN	5
<b>ARTICLE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>6</b>
2.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS POUR CHAQUE LOT	6
2.2. CONFIDENTIALITE	6
2.3 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	6
<b>ARTICLE III : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE IV : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES</b>	<b>7</b>
4.1 VARIANTES	7
4.2 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	7
<b>ARTICLE V : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION</b>	<b>8</b>
5.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	8
5.2 DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	8
<b>ARTICLE VI : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
6.1 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
6.2 LIEUX D'EXECUTION	8
6.3 STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT	9
6.3.1 Dispositions réglementaires relatives aux emballages & conditionnements	9
6.3.2 Dispositions réglementaires spécifiques aux conditions de transport	9
6.4 CONDITIONS DE LIVRAISON	10
6.5 PROTOCOLE DE SECURITE « CHARGEMENT ET DECHARGEMENT »	11
6.6 DEVELOPPEMENT DURABLE	11
6.6.1 Approvisionnement en produits de qualité et durables	11
6.6.2 Plan de progrès	11
6.7 PERFORMANCES SOCIALES	12
6.8 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
6.9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DE CHAQUE LOT	12
6.9.1 Obligation de résultat	12
6.9.2 Obligations liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité de service	13
6.10 VERIFICATIONS QUANTITATIVES, QUALITATIVES ET ADMISSION	13
6.10.1 Vérifications quantitatives	13
6.10.2 Vérifications qualitatives	13
6.11 GARANTIE DES VICES CACHES	13
6.12 MAITRISE DES RISQUES SANITAIRES	14
6.13 ENGAGEMENT SUR LES MARQUES ET PRODUITS LISTES AU BPU	14
6.14 BESOINS PONCTUELS ET SAISONNIERS	14
6.15 PROMOTIONS	14
<b>ARTICLE VII : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET DE SUIVI DU MARCHÉ</b>	<b>15</b>
7.1 SUIVI DU MARCHÉ	15
7.2 CONTROLES EXERCES PAR L'ACHETEUR	15
<b>ARTICLE VIII : PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>15</b>
8.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	15
8.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	16
8.2.1 Formule générique de révision	16

8.2.2 Modalités d'indexation par lot	16
8.2.3 Clause de sauvegarde	17
8.3 PRIX PROMOTIONNELS	17
8.4 DENREES ALIMENTAIRES ACHETEEES SUR CATALOGUE (HORS BPU)	17
<b>ARTICLE IX : GARANTIES FINANCIÈRES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE X : AVANCE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XI : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>18</b>
11.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	18
11.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	18
11.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	18
11.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS	18
<b>ARTICLE XII : PÉNALITÉS</b>	<b>18</b>
12.1 PENALITES APPLICABLES	18
12.2 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	19
<b>ARTICLE XIII : ASSURANCES</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE XIV : RÉSILIATION DU CONTRAT</b>	<b>20</b>
14.1 CONDITIONS DE RESILIATION	20
14.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	20
<b>ARTICLE XV : RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE XVI : : DÉROGATIONS AU CCAG-FCS</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE XVII : LISTE DES ANNEXES</b>	<b>21</b>

## ARTICLE I : DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la fourniture de denrées alimentaires pour l'INSA Lyon.

#### INSA Lyon

Campus Lyon Tech La Doua  
20 avenue Albert Einstein  
69621 Villeurbanne Cedex.

### 1.2 Forme du marché et procédure de passation

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire avec maximum, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, passé en application des articles L.2125-1 alinéa 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

La procédure est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

### 1.3 Décomposition de l'accord-cadre et montants

Les prestations sont réparties en 20 lots :

Lot	Désignation	Montant estimé annuel H.T. <sup>1</sup>	Montant maximum annuel H.T. <sup>1</sup>	Montant maximum sur 4 ans <sup>1</sup>
01	Viandes surgelées	100 000 €	130 000 €	520 000 €
02	Produits de la pêche et de l'aquaculture surgelés	85 000 €	130 000 €	520 000 €
03	Légumes & fruits surgelés	135 000 €	170 000 €	680 000 €
04	Plats cuisinés et pains sandwich surgelés	115 000 €	150 000 €	600 000 €
05	Desserts surgelés	160 000 €	200 000 €	800 000 €
06	Produits pour pizza et snacking	135 000 €	170 000 €	680 000 €
07	Viandes fraîches	25000 €	60 000 €	240 000 €
08	Volailles fraîches	80 000 €	110 000 €	440 000 €
09	Charcuteries	65 000 €	100 000 €	400 000 €
10	Produits traiteurs	30 000 €	65 000 €	260 000 €
11	Fruits & légumes prêt à l'emploi 4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> gammes	50 000 €	90 000 €	360 000 €
12	Charcuteries pâtisseries	20 000 €	60 000 €	240 000 €
13	Yaourts & desserts lactés	95 000 €	130 000 €	520 000 €
14	Légumes frais prédécoupés 1 <sup>ère</sup> gamme (PAE)	60 000 €	90 000 €	360 000 €
15	Fromages vrac et portions	70 000 €	100 000 €	400 000 €
16	Produits laitiers et avicoles	85 000 €	120 000 €	480 000 €
17	Boulangerie et viennoiserie	45 000 €	80 000 €	320 000 €

18	Boissons	50 000 €	85 000 €	340 000 €
19	Produits petit-déjeuner et biscuits	20 000 €	50 000 €	200 000 €
20	Pièces cocktail salées et mignardises surgelées	10 000 €	25 000 €	100 000 €

<sup>1</sup> montants communiqués à titre indicatif et non contractuel

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à l'ensemble des lots de l'accord-cadre.

#### 1.4 Marchés complémentaires

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, l'Acheteur peut passer un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet des livraisons complémentaires, et exécutées par le Titulaire initial du marché.

Lorsqu'un tel marché est passé par l'Acheteur, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, toutes périodes de reconduction comprises.

#### 1.5 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- Prolongation du terme du marché (aléas de procédure de renouvellement, adhésion à un groupement d'achat...),
- Décision de reconduction d'une période prévue dans le cadre du marché,
- Modification des références listées au BPU (substitution de références par exemple),
- Référencement de nouveaux produits au BPU, à la demande de la Direction des restaurants, dans la mesure où la valeur cumulative estimée de ces nouvelles références ne dépasse pas la limite de 10 % du montant maximum du lot concerné. Le Titulaire adresse une proposition tarifaire à l'Acheteur, les produits acceptés sont rajoutés à l'accord-cadre par voie d'ordre de service.
- Modification des modalités d'ajustement des prix, notamment la périodicité, le type d'indice de référence, et en cas de survenance d'un événement altérant l'équilibre financier du contrat.

Un mois avant la date d'anniversaire de chaque accord-cadre, un rendez-vous peut être organisé entre le Titulaire et l'Acheteur pour discuter de la mise à jour des produits proposés au BPU, afin de présenter les nouveaux produits et la fin de la production de ceux prévus dans le cadre de ce contrat.

Ce rendez-vous est l'opportunité de discuter des éventuelles substitutions d'un modèle à un autre.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire de chaque lot est tenu de notifier, sans délai, à l'Acheteur toute modification survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- À la forme de l'entreprise ou de la société,
- À la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- À l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- Au capital social de l'entreprise ou de la société,
- À la fusion de l'entreprise avec un tiers,
- À la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches d'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs, et toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

## ARTICLE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Description des prestations pour chaque lot

Le présent marché intègre les prestations suivantes, indispensables à son exécution :

- Réception et traitement des commandes ;
- Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires aux points de livraison ;
- Suivi de la bonne exécution des prestations.

Les produits et articles concernés par les commandes sont détaillés dans les différents bordereaux de prix unitaires (B.P.U.).

Le Titulaire est tenu de fournir les produits et articles aux prix indiqués dans le B.P.U., et en conformité avec les fiches techniques exigées.

Le Titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

### 2.2. Confidentialité

L'accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le Titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de l'Acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie au contrat ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

### 2.3 Protection des données personnelles

Chacune des Parties s'engage au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel (ci-après « DCP »), en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »).

Lorsqu'elle est Responsable de traitement au sens du RGPD, chaque Partie prend toutes les mesures nécessaires notamment au respect par elle-même, par son personnel et par ses éventuels prestataires, des principes de licéité, loyauté et transparence des traitements vis-à-vis des personnes concernées, de limitation des finalités, de minimisation et d'exactitude des données, de limitation de la conservation, d'intégrité et de confidentialité des données qui doivent présider à tout traitement. Chaque Partie informe les personnes concernées et facilite l'exercice de leurs droits ; elle met en œuvre toute mesure technique ou organisationnelle appropriée pour assurer sa conformité au RGPD.

Dans le cas où l'objet de l'accord-cadre comprend des opérations de « traitement de données à caractère personnel » par le Titulaire pour le compte de l'INSA Lyon et sur ses instructions en tant que « sous-traitant », au sens de l'article 28 du règlement UE n°2016/679, le marché intègre un complément au présent article conforme aux exigences du RGPD ainsi qu'une annexe décrivant les données et le traitement concernés.

En outre les Parties reconnaissent et acceptent que certaines DCP listées ci-dessous puissent être transmises ou échangées entre elles et utilisées à l'occasion de l'exécution du Contrat, sans que cela soit l'objet du Contrat :

- Listes de contacts nominatifs et coordonnées professionnelles, à des fins de gestion administrative ou financière, ou de suivi commercial ou technique du Contrat ;

- Informations personnelles nécessaires au contrôle d'accès aux locaux ou au respect de prescriptions de sécurité sur les sites d'une des Parties ;

Dans ce contexte, les Parties s'engagent, s'agissant des DCP ainsi transmises, à :

- Prendre des mesures adéquates pour en préserver la sécurité et la confidentialité des données personnelles,
- Ne les utiliser que pour les finalités prévues ci-dessus et n'en faire aucun autre usage,
- Ne transférer tout ou partie des DCP ainsi transmises en dehors de l'Union Européenne ou de tout pays assurant un niveau de protection adéquat au sens du RGPD, qu'avec des garanties appropriées au regard des exigences du RGPD et sous réserve d'une information appropriée de l'autre Partie et des personnes concernées,
- Notifier à l'autre Partie dans les plus brefs délais toute violation de sécurité concernant les DCP transmises par cette dernière,
- S'apporter mutuellement assistance pour répondre à toute demande des personnes physiques concernées et de la CNIL, dans le respect des délais légaux.

## ARTICLE III : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

**Pour chaque lot :**

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre ;
- Le BPU ;
- Le catalogue du Titulaire et les tarifs publics associés, avec mention du taux de remise consenti sur ces prix publics ;
- Les bons de commande ;
- L'offre du Titulaire, constituée du cadre de réponse technique, des fiches techniques des produits, et des éventuels documents annexés ;
- Le cahier des clauses administratives particulières du marché (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) ;

Aucune condition générale et/ou spécifique figurant dans les documents du Titulaire ne peut s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les catalogues, les documents commerciaux fournis par le Titulaire. Toute clause portée dans la documentation du Titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

## ARTICLE IV : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

### 4.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 4.2 Prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## ARTICLE V : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### 5.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze mois à compter de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement trois fois, pour des périodes d'une durée égale de douze mois, sans que la durée totale d'exécution ne puisse excéder quatre ans. Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction.

Pour chaque lot, les bons de commande peuvent être émis uniquement pendant la durée de validité du marché dans les conditions fixées à l'article R2182-4 du code de la commande publique : "l'acheteur notifie le marché au titulaire. Le marché prend effet à la date de réception de la notification".

En cas de non reconduction, l'Acheteur transmettra, deux mois avant chaque date anniversaire, sa décision au Titulaire.

### 5.2 Délais d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution est fixé dans chaque bon de commande. Une demande de prolongation peut ne concerner qu'une partie d'un bon de commande.

Les bons de commandes peuvent s'exécuter jusqu'à trois mois après la date de fin de l'accord-cadre.

## ARTICLE VI : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché). Les conditions d'exécutions des prestations sont définies dans le Cahier des charges techniques particulières (CCTP).

Le Titulaire certifie avoir pris connaissance des dispositions réglementaires applicables au présent marché.

### 6.1 Modalités d'émission des bons de commande

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- Le code service ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées ;
- Les délais d'exécution ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant HT et TTC de la commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le Titulaire dispose d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier à l'Acheteur toutes les observations qu'il estime nécessaires.

### 6.2 Lieux d'exécution

Le lieu de livraison des fournitures et denrées est précisé sur chaque bon de commande émis par l'INSA Lyon.

Les adresses de livraison des restaurants sont les suivantes :



## Direction des restaurants

- **Le Galilée**  
6/8 avenue Jean Capelle  
69621 Villeurbanne cedex
- **Le Thélème**  
10 Avenue des Arts  
69621 Villeurbanne cedex
- **Le Point A**  
Résidence A  
Rue Lumière  
69621 Villeurbanne cedex

### 6.3 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Toutefois, et par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, seules les palettes et les caisses restent la propriété du Titulaire.

La qualité des emballages de livraison est de la responsabilité du Titulaire.

L'emballage doit être en conformité avec la réglementation relative à l'hygiène alimentaire, et comporter un degré de résistance et de solidité suffisant, en fonction de la manipulation dont il fera l'objet dans les différentes phases du transport et de l'utilisation.

Les emballages en bois ne sont pas autorisés.

L'article 1.7 du CCTP précise les modalités d'emballage.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du Titulaire jusqu'au lieu de livraison.

#### *6.3.1 Dispositions réglementaires relatives aux emballages & conditionnements*

- Loi n° 2010-729 du 30 juin 2010 modifiée par la loi n°2012-1442 du 24 décembre 2012 relative aux matériaux destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires ;
- Directive 2007/19/CE relative à l'interdiction de l'usage des phtalates pour les emballages ;
- Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021- 2025.
- Règlement (CE) n°1935/2004 (ou« règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.
- Règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets.

#### *6.3.2 Dispositions réglementaires spécifiques aux conditions de transport*

- Décret n°2007-1791 du 19 décembre 2007 relatif aux conditions techniques du transport des denrées alimentaires sous température dirigée
- Arrêté du 1er juillet 2008 fixant les modalités du contrôle technique des engins de transport de denrées périssables
- Arrêté du 27 novembre 2020 relatif aux conditions techniques du transport des denrées périssables sous température dirigée.
- Décret n°2020-1218 du 2 octobre 2020 définissant les conditions techniques du transport de denrées alimentaires sous température dirigée codifié

- Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage, et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant
- Règlement européen du 21 octobre 2009 (n°1071-2009)
- Article R. 231-45 du code rural et de la pêche maritime

Cette liste est non-exhaustive. Il appartient au Titulaire du lot de vérifier la conformité au regard de la réglementation en vigueur des denrées alimentaires fournies, du processus de transformation et des procédés de livraison. Tout changement dans la réglementation sera immédiatement applicable.

#### 6.4 Conditions de livraison

- a) Les livraisons sont effectuées par le Titulaire selon la norme HACCP (Hazard Analysis Of Critical Control Point) ou « analyse des points critiques, permettant de réduire les risques de contamination dans les fabrications et transformations alimentaires, en particulier en restauration commerciale ou collective ».

Les arrêtés du 8 octobre 2013 relatifs aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant et du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant, ainsi que l'arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et l'arrêté du 15 juin 2010 déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces mêmes établissements s'appliquent.

Les véhicules, affectés aux livraisons de denrées animales ou d'origine animale, doivent satisfaire aux conditions d'hygiène relatives au transport des denrées périssables et répondre à la réglementation en vigueur notamment à l'arrêté du 2 février 2015 portant définition de la notion de distribution locale pour l'application du règlement (CE) n° 37/2005 et abrogeant l'arrêté du 20 juillet 1998 fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments et l'arrêté du 10 juillet 2008 modifiant l'arrêté du 20 juillet 1998 fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments.

- b) **Le transporteur doit se présenter directement au réceptionnaire avant de commencer le déchargement** (voir article 6.5 « Protocole de sécurité »). Il est tenu de respecter le temps nécessaire aux opérations de contrôle (voir article 6.10 ci-après « Vérifications quantitatives, qualitatives et admission »).
- c) **Les bons de livraison doivent comporter :**
- Les coordonnées du Titulaire ;
  - Les coordonnées du restaurant livré ;
  - Les références de la commande ;
  - La quantité livrée ;
  - Le numéro de lot ;
  - La DLC ou DDM ;
  - Le nombre de colis par palette ;
  - Le nombre de palettes ;
  - La date de livraison ;
  - La signature des représentants des parties.
- d) Le Titulaire doit exercer une surveillance constante vis-à-vis du respect des règles de propreté corporelle et vestimentaires de ses employés.
- e) La livraison et la réception doivent se faire **en présence du gestionnaire ou de son représentant**. Compte tenu de l'objet du marché, la fourniture doit pouvoir être livrée dans un délai de 24 heures à compter de l'émission du bon de commande.
- f) Les livraisons **doivent impérativement être effectuées aux jours et heures** indiquées dans l'**annexe 3 « Horaires & Fréquences livraisons »** du présent CCAP. **Le fournisseur ne devra en aucun cas livrer en dehors des heures d'ouverture.**
- g) **Chaque livraison doit correspondre au bon de commande émis**, l'Acheteur se réservant la possibilité de suspendre temporairement les livraisons si cette condition n'est pas respectée, et

d'exiger la mise en conformité de la livraison avec le bon de commande, nonobstant l'application des pénalités de retard prévues à l'article 12 du présent CCAP.

## 6.5 Protocole de sécurité « chargement et déchargement »

Un protocole de sécurité « chargement et déchargement » doit être élaboré avant tout commencement d'exécution du présent accord-cadre.

Ce protocole doit être signé systématiquement par tous les transporteurs auxquels le Titulaire fait appel le cas échéant.

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter aux transporteurs les consignes de sécurité défini dans le protocole de sécurité.

Les Consignes de sécurité pour les entreprises extérieures en vigueur à l'INSA Lyon sont jointes en **annexe 2** au présent CCAP.

## 6.6 Développement durable

Le Titulaire de chaque lot veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

L'achat de denrées alimentaires produites et livrées dans des conditions visant à réduire les impacts environnementaux de la consommation alimentaire sera privilégié. Le Titulaire veille notamment à rechercher le circuit de livraison optimal, dans un objectif de limitation des émissions à effet de serre.

### 6.6.1 Approvisionnement en produits de qualité et durables

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'Acheteur impose, pour les lots 02, 03, 07, 08, 14, une condition d'exécution de fourniture de produits alimentaires de qualité et durables, correspondant à 35% du montant total HT annuel du lot, dont au moins 10% en produits issus de l'Agriculture biologique.

Cette obligation résulte de l'application de l'article 24 de la loi EGalim<sup>1</sup> du 30 octobre 2018, complétée par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021<sup>2</sup>.

Le (s) Titulaire(s) du/des lot(s) ont pour obligation le suivi et le reporting annuel de cette condition d'exécution : le Titulaire transmet à l'Acheteur<sup>3</sup>, une fois par an, à la date anniversaire du marché, les montants facturés HT des produits de qualité et durables, par catégorie définie par la loi EGalim et le total facturé HT des produits toutes qualités confondues. Ces totaux facturés doivent faire apparaître les tonnages, les prix unitaires et les prix totaux. Ces détails de facturation sont à appliquer par ligne de produits tels que référencés au BPU.

Le (s) Titulaire(s) du/des lot(s) ont pour obligation de transmettre à l'Acheteur, sur simple demande de ce dernier, et durant toute l'exécution du marché, les moyens de preuve attestant du caractère de qualité, durable ou biologique des produits mentionnés comme tels au BPU. Les moyens de preuve peuvent être des documents attestant des labels, des certifications ou tout autre document équivalent. Ces documents doivent être en cours de validité et mentionner explicitement les produits référencés au BPU.

### 6.6.2 Plan de progrès

Dans un souci d'amélioration de la qualité, notamment en matière environnementale, des produits consommés dans le cadre du présent marché, l'Acheteur fait obligation au Titulaire des lots 02, 03, 07, 08, 14 de proposer un plan de progrès permettant de dépasser les seuils d'approvisionnement en produits de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique.

---

<sup>1</sup> loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi « Egalim ».

<sup>2</sup> loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et Résilience ».

<sup>3</sup> marches.publics@insa-lyon.fr

À la fin de chaque année du marché, le Titulaire doit transmettre à l'Acheteur le détail des approvisionnements sur l'année écoulée en produits de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique. Ce décompte doit faire apparaître une progression des proportions en produits de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique. L'objectif de progression n'est pas fixé,

Le Titulaire est libre de proposer les proportions qu'il souhaite, dès lors qu'elles dépassent le minimum inscrit dans le marché.

## 6.7 Performances sociales

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure nécessaire pour :

- Contribuer à l'insertion de personnes en difficulté économique,
- Respecter ses obligations en matière d'embauche de personnes handicapées,
- Respecter ses obligations en matière d'égalité des salaires femmes-hommes,
- Garantir la mise en œuvre de plans de formation de son personnel,
- Agir pour la prévention des TMS et la prise en compte de la pénibilité du travail.

## 6.8 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, si le Titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe l'Acheteur sans délai.

Si la nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations de l'Acheteur, ce dernier peut faire appel à un autre fournisseur (exécution aux frais et risques du Titulaire) dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 6.9 Obligations du Titulaire de chaque lot

### 6.9.1 Obligation de résultat

Le Titulaire s'engage :

- À fournir, de manière continue et sans interruption, des denrées alimentaires garantissant la santé et le bien être des consommateurs ;
- À assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné. Le Titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- À livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la livraison, en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- À conserver les denrées à bonne température ;
- À faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- À conseiller en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU ;
- À traiter et à répondre, à l'aide de l'**annexe 4** « Fiche d'admission denrées alimentaires » du présent CCAP aux non-conformités qui leur sont adressées.

### *6.9.2 Obligations liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité de service*

Le Titulaire s'engage :

- À assumer, sous sa responsabilité exclusive, dans ses locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de leur personnel ;
- À contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui leur est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- À assurer la permanence des prestations,
- À faire en sorte que les interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- À prévenir sans délai la Direction des Restaurants de toute rupture de stock sur un produit ;
- À appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

### *6.10 Vérifications quantitatives, qualitatives et admission*

L'admission des denrées, objet du présent accord-cadre, se fait conformément à la procédure indiquée à l'**annexe 1** du CCAP : Procédure d'admission<sup>4</sup>.

Les vérifications sont effectuées par le représentant de l'Acheteur.

#### *6.10.1 Vérifications quantitatives*

À l'issue des vérifications quantitatives, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du bon de commande, l'Acheteur peut décider de les accepter en l'état, ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, de compléter la livraison ou de reprendre l'excédent fourni. La mise en conformité quantitative ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitative.

#### *6.10.2 Vérifications qualitatives*

Les opérations de contrôle portent sur :

- **Le contrôle des engins de transport** : numéro d'immatriculation du véhicule, nom du transporteur, propreté de l'engin et des récipients, états des chargements (absence de produits écrasés ou d'objets indésirables), température du véhicule.
- **Le contrôle des produits** : calibrage, état des conditionnements (sacs présentant des fuites, sacs percés, emballages cabossés...), étiquetage conforme au règlement UE n°1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, température (entre deux conditionnements et à cœur), les dates (DLC, DLUO), le nom du fournisseur des produits.

Les mentions obligatoires devant figurer sur les étiquettes sont mentionnées à l'article 1.5 du CCTP.

À l'issue des opérations de vérification qualitative, l'Acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

### *6.11 Garantie des vices cachés*

La fourniture est garantie par le Titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue, à l'instant de la livraison ou de l'ouverture du carton contenant le produit.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de l'adhérent concerné.

---

<sup>4</sup> Voir également Annexe 4\_Fiche d'admission denrées alimentaires

## 6.12 Maîtrise des risques sanitaires

Conformément au « Paquet Hygiène », le Titulaire de chaque lot met en place un Plan de Maîtrise Sanitaire, intégrant :

- Les mesures à prendre pour la gestion de la traçabilité ;
- Les bonnes pratiques d'hygiène concernant aussi bien le personnel que le matériel, les méthodes de travail et les locaux ;
- Le plan HACCP (plan d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise) ;
- La gestion des non-conformités.

En cas d'alerte sanitaire, le Titulaire de chaque lot est tenu mettre en place une procédure de blocage/ retrait / rappel. Il transmet sans délai à l'Acheteur les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

- Référence du produit
- N° lot/ DDM/DLUO
- Liste des points de livraison du réseau concernés
- Motif de l'alerte
- Devenir du produit

## 6.13 Engagement sur les marques et produits listés au BPU

Toutes les marques éventuellement mentionnées dans les BPU sont indicatives : le Titulaire peut proposer des produits de marque équivalente dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le Titulaire est tenu d'en informer l'Acheteur, par courriel, dans un délai de 5 jours ouvrés, et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- **Dans le cas d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits**, le changement de marque sera soumis à l'approbation de l'Acheteur après envoi de fiches techniques et d'échantillons.
- **Dans le cas d'une rupture ponctuelle**, le Titulaire propose un produit possédant des caractéristiques techniques et de qualité équivalente au produit substitué.

Tous les articles de remplacement doivent être au prix du produit initialement commandé par l'Acheteur.

Les numéros de code des produits doivent être maintenus pour les produits de remplacement.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Direction des Restaurants : [restaurants@insa-lyon.fr](mailto:restaurants@insa-lyon.fr)

À défaut d'accord avec le Titulaire, l'Acheteur peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

## 6.14 Besoins ponctuels et saisonniers

Pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur se réserve le droit de s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de ces achats ne dépasse pas 5% du montant total de l'accord-cadre par an pour les lots 1 à 5 et 2% pour les autres lots. Le cadre de ces achats est précisé comme suit :

- Pour des occasions ponctuelles tels que (les repas de Noël, nouvel an chinois, galette des rois, Pâques, etc...)
- Pour des prestations annexes tels que (repas améliorés, pauses café, cocktails, buffets...)

Les listes ne sont pas exhaustives.

## 6.15 Promotions

Le Titulaire est tenu de faire bénéficier à l'Acheteur de l'ensemble de ses promotions. Les commandes passées pour des produits relatifs à des promotions ne donnent pas lieu à la rédaction d'un acte modificatif du présent accord-cadre.

## ARTICLE VII : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET DE SUIVI DU MARCHÉ

### 7.1 Suivi du marché

Le Titulaire désigne un référent afin d'assurer le suivi de l'accord-cadre. Il communique également un contact privilégié chargé de la qualité et de la sécurité sanitaire.

### 7.2 Contrôles exercés par l'Acheteur

L'Acheteur vérifie, par tous moyens, que le Titulaire est en conformité avec les exigences fixées aux documents du présent marché. À ce titre, l'Acheteur se réserve le droit :

- de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le Titulaire,
- de réaliser des audits au sein des usines du Titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.
- de réaliser des analyses bactériologiques et nutritionnelles sur les produits du présent accord-cadre.

Le Titulaire est tenu de présenter chaque année un rapport d'activités et de performance relatif au présent accord-cadre. Il est tenu de fournir, sur simple demande de l'Acheteur, et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant le respect des règles d'hygiène, de salubrité, de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Le Titulaire est également tenu de fournir, sur simple demande de l'Acheteur, et dans un délai de 72 heures, le résultat d'analyses bactériologiques, microbiologiques et nutritionnelles relatives aux produits faisant l'objet du marché.

Le Titulaire a obligation de transmettre sur simple demande de l'Acheteur et durant toute l'exécution du marché, les moyens de preuve attestant du caractère de qualité, durable ou biologique des produits mentionnés comme tels au CCTP, ainsi que les pourcentages représentés, en valeur HT, par les produits de qualité et durables, et par les produits issus de l'agriculture biologique, pour la période donnée.

Les moyens de preuve peuvent être des documents attestant des labels, des certifications ou tout autre document équivalent. Ces documents doivent être en cours de validité au moment où les produits achetés ont été livrés. Le titulaire peut adresser ces documents sous format dématérialisé.

## ARTICLE VIII : PRIX DU MARCHÉ

### 8.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans le B.P.U. et dans la liste des prix constitués par le catalogue tarifaire du titulaire, affectés du taux de la remise consentie. Ce taux de remise est fixe pour toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison,
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par l'Acheteur.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire.

## 8.2 Modalités de variation des prix

En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix sont révisibles selon les fréquences indiquées dans le BPU.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par les deux parties préalablement à leur entrée en vigueur.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est intervenue la remise des offres. **Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo).**

### 8.2.1 Formule générique de révision

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

Dans laquelle :

- $P_n$  = prix révisés H.T.
- $P_o$  = Prix initiaux établis au mois M0.
- $I_n$  = Moyenne des prix moyens sur la période de révision (trimestrielle ou semestrielle selon les lots), pour les cotations RNM, ou dernier indice INSEE définitif connu au moment du calcul de la révision
- $I_o$  : dernier prix moyen de l'offre initial, sur la période de révision (trimestrielle ou semestrielle selon les lots), pour les cotations RNM, ou dernier indice INSEE définitif connu au moment de l'établissement de l'offre

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de  $P_o$  et  $I_o$ , par celles de la dernière révision en date.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée.

En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

### 8.2.2 Modalités d'indexation par lot

LOT	FAMILLE	COTATION	FREQUENCE REVISION
1	Viandes surgelées	RNM	Révision semestrielle
2	Produits de la pêche et de l'aquaculture surgelés	RNM	Révision semestrielle
3	Légumes & fruits surgelés	RNM	Révision semestrielle
4	Plats cuisinés et pains sandwich surgelés	RNM	Révision semestrielle
5	Desserts surgelés	RNM	Révision semestrielle
6	Produits pour pizza et snacking	INSEE 010764087	Révision semestrielle
7	Viandes fraîches	RNM & cadran de Plérin (porc et charcuterie)	Révision semestrielle
8	Volailles fraîches	RNM	Révision semestrielle
9	Charcuteries	RNM	Révision semestrielle
10	Produits traiteurs	INSEE 010764087	Révision semestrielle
11	Fruits & légumes prêt à l'emploi 4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> gammes	RNM	Révision semestrielle
12	Charcuteries pâtisseries	INSEE 010764087	Révision semestrielle
13	Yaourts & desserts lactés	RNM	Révision semestrielle



14	Légumes frais prédécoupés 1 <sup>ère</sup> gamme (PAE)	RNM	Révision trimestrielle
15	Fromages vrac et portions	RNM	Révision semestrielle
16	Produits laitiers et avicoles	RNM	Révision semestrielle
17	Boulangerie et viennoiserie	INSEE 010764079	Révision semestrielle
18	Boissons	INSEE 010534543	Révision semestrielle
19	Produits petit-déjeuner et biscuits	INSEE 010534515	Révision semestrielle
20	Pièces cocktail salées & mignardises surgelées	INSEE 010763749	Révision semestrielle

### 8.2.3 Clause de sauvegarde

L'acheteur résilie l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le Titulaire, dans le cas où l'évolution tarifaire qu'il propose ne s'appuie pas sur des justifications jugées valables par l'Acheteur, ou lorsque l'augmentation du prix des matières premières ou des composants tels que l'emballage, l'énergie, le transport indispensables à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande entraînerait un bouleversement de l'économie du marché dû à des fortes fluctuations imprévisibles qui dépasse les possibilités budgétaires de l'Acheteur.

### 8.3 Prix promotionnels

Les prix figurant aux BPU et au catalogue du Titulaire peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels. Dans ce cas, le marché ne nécessite pas d'avenant pour acter de la modification des prix. Le Titulaire adresse les tarifs promotionnels par mail ([marchés.publics@insa-lyon.fr](mailto:marchés.publics@insa-lyon.fr)) en précisant la durée de validité de la promotion et les produits concernés. Cette pièce devient contractuelle et est annexée au bon de commande et à la facture.

Lors des modifications de tarif(s)-catalogue(s), le Titulaire s'efforce de ne pas modifier les dénominations et codes produits dès lors qu'il s'agit de produits déjà référencés dans le(s) tarif(s)-catalogue(s) précédent(s).

### 8.4 Denrées alimentaires achetées sur catalogue (hors BPU)

L'Acheteur se réserve la possibilité de commander sur catalogue fourni par le Titulaire des références non inscrites dans le Bordereau de prix unitaires (BPU).

Il est précisé que ces produits doivent être strictement conformes à l'objet de l'accord-cadre.

Le catalogue fourni par le Titulaire fait partie intégrante du marché. Il comprend un tarif général public, le pourcentage de remise octroyé et le tarif remisé.

## ARTICLE IX : GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

## ARTICLE X : AVANCE

Une avance de 5% est accordée au Titulaire, dans les conditions de l'article R2191-16 et suivants du Code de la commande publique, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois, sauf renonciation expresse du Titulaire à l'article B4 de l'acte d'engagement.

## ARTICLE XI : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

### 11.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies à l'article 11 du CCAG-FCS.

### 11.2 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'Acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Les factures électroniques transmises par le Titulaire comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché et de lot ;
- Le code service ;
- La date de livraison des denrées alimentaires ;
- La quantité et la dénomination précise des denrées alimentaires livrées ;
- Le prix unitaire hors taxes des denrées alimentaires livrées ;
- Le montant total hors taxes des fournitures admises ;
- Le montant et le(s) taux de TVA applicable(s) ;
- Tout rabais, remise, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables ;
- Le montant TTC

### 11.3 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché.

### 11.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## ARTICLE XII : PÉNALITÉS

### 12.1 Pénalités applicables

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG-FCS. Sauf mention contraire, l'ensemble des pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sans qu'il ne soit nécessaire que le titulaire présente de manière préalable ses observations.

Manquements constatés	Pénalités
Origine géographique des matières premières ou des références au marché, non-conforme aux engagements du Titulaire	Pénalité forfaitaire de 500€ applicable après un premier avertissement puis une mise en demeure notifiée sur le profil acheteur « PLACE ».
Non-conformité des produits au regard des engagements annoncés par le fournisseur (Fiches techniques, CRT), de la réglementation en vigueur ou du respect des usages	Pénalité forfaitaire de 500€ applicable après un premier avertissement puis une mise en demeure notifiée sur le profil acheteur « PLACE ».
Livraison d'un produit (UVC) périmé (DDM, DLUO ou DLC dépassée)	Application immédiate d'une pénalité de 500€ après constat du non-respect des obligations contractuelles du titulaire.
Livraison de produits sans étiquetage ou présentant un étiquetage non conforme (double étiquetage, traçabilité illisible, ...)	Application immédiate d'une pénalité de 100€ après constat du non-respect des obligations contractuelles du titulaire.
Livraison à température non-conforme	Application immédiate d'une pénalité de 500€ après constat du non-respect des obligations contractuelles du titulaire.
Rupture d'approvisionnement d'une référence au BPU ou à la mercuriale, sans notification dans un délai supérieur à 5 jours ouvrés à compter du constat de rupture	Pénalité forfaitaire de 100€ applicable après un premier avertissement puis une mise en demeure notifiée sur le profil acheteur « PLACE ».
Référence non livrée, suite à 3 commandes consécutives, pour un article non notifié en rupture	Pénalité forfaitaire de 100€ applicable après un premier avertissement puis une mise en demeure notifiée sur le profil acheteur « PLACE ».
Présence d'un corps étranger lié à une négligence avérée du fabricant (non-respect des règles d'hygiène, du PMS...)	Application immédiate d'une pénalité de 500€ après constat du non-respect des obligations contractuelles du titulaire.
Arrêt de référence ou substitution définitive de référence au marché sans accord de l'Acheteur	Pénalité forfaitaire de 100€ applicable après un premier avertissement puis une mise en demeure notifiée sur le profil acheteur « PLACE ».
Livraison hors délai	Pénalité forfaitaire de 50€ applicable après un premier avertissement puis une mise en demeure notifiée sur le profil acheteur « PLACE ».
Délai de réponse aux fiches de non-conformités majeures ou mineures supérieur à 45 jours ouvrés	Pénalité forfaitaire de 50€ applicable après un premier avertissement puis une mise en demeure notifiée sur le profil acheteur « PLACE ».

## 12.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le Titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1 000€ HT).

## ARTICLE XIII : ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'INSA Lyon, et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE XIV : RÉSILIATION DU CONTRAT

### 14.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Au-delà de trois livraisons non exécutées et/ou si le montant des commandes non livrées représente plus de 5% du montant estimé de l'accord-cadre, l'INSA Lyon se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

### 14.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire **est notifié immédiatement** à l'Acheteur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparté un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

## ARTICLE XV : RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière. Tous les documents, les correspondances, les demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## ARTICLE XVI : : DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
Article 3	Article 4.1
Article 6.1	Article 3.7.2
Article 6.3	Article 20.2.2
Article 6.8	Article 13.3
Article 8.3	Article 21.3
Article 12.1	Article 14.1
Article 12.2	Article 14.1.3

## ARTICLE XVII : LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Procédure d'admission

Annexe 2 : Consignes de sécurité pour les entreprises extérieures

Annexe 3 : Horaires et fréquences de livraison et plan d'accès

Annexe 4 : Fiche d'admission denrées alimentaires